

## **COLLECTIF « POU LA GWIYANN DEKOLE »**

**(SAUVONS LA GUYANE)**

A

Monsieur le Préfet de la Région Guyane

Cayenne le 24 mars 2017

Monsieur le Préfet,

Nous vous remercions pour la transmission du communiqué de presse de Mme Ericka BAREIGTS, ministre des OUTRE-MER.

Nous avons bien pris connaissance des propositions de réunions de la ministre des OUTRE-MER à PARIS le 28 mars 2017. A nos yeux, cette initiative qualifiée d' « une réponse concrète et immédiate à la crise que traverse la Guyane » ne peut l'être en aucun cas.

Ceci est d'ailleurs confirmé par le communiqué de presse de ce vendredi 24 mars du 1<sup>er</sup> ministre, M Bernard CAZENEUVE, qui propose l'envoi d'une délégation interministérielle dont la composition ne répond pas à notre attente, ni à l'usage escompté des deniers publics.

Le président de la République a été saisi le 21 mars 2017.

Nous vous remercions de retransmettre à la ministre et à son cabinet le courrier que nous adressé au président de la République pour y donner suite.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de meilleurs sentiments.

LES COLLECTIFS SPONTANES DE CITOYENS

CRPMEM

FEDELEC

LES FORESTIERS

FRBTP

INTERSYNDICALE SANTE

LES 500 FRERES

SYNDICAT DES AMBULANCIERS

TROP VIOLANS

UTG ECLAIRAGE

CPME

FDSEA

FEDOMG

LES IGUANES DE L'OUEST

FTPE

JEUNES AGRICULTEURS

MEDEF

SYNDICAT EDUCATION

UTG CMCK

UTPEG

Cayenne le, 21 mars 2017

Monsieur le Président de la  
République  
François HOLLANDE  
Palais de l'Elysée 55, rue du faubourg  
Saint-Honoré 75008 PARIS

## Lettre ouverte à Monsieur François HOLLANDE Président de la République

Monsieur le Président,

### La Guyane se meurt !!!!

Peut-être le savez-vous déjà par les services préfectoraux et les ministères.

Par leur mobilisation générale de ces derniers jours, nos concitoyens ont tenu à vous alerter solennellement sur le fait que la Guyane se meurt, gangrenée par une insécurité générale touchant toutes ses secteurs d'activités, qu'ils soient économiques, sociaux ou culturels.

**La Guyane est devenue une terre de violences généralisées.**

- Violence économique

Elle se manifeste par l'absence totale de croissance réelle, par un non développement entretenu, ayant pour conséquence la destruction régulière du tissu économique. Les entreprises sont en difficulté permanente. Le taux de chômage est de 22% en moyenne et atteint même 40% chez les jeunes.

- Violence sanitaire

Les établissements de santé, publics et privés confondus, sont dans un état pitoyable. Les hôpitaux ressemblent plus à des mouiroirs qu'à de lieux de guérison. Le nombre d'évacuations sanitaires, rendues nécessaires vers les Antilles et la Métropole, atteint des chiffres extravagants (380 en 2015 et 410 en 2016 pour une population totale estimée à 330.000 personnes)

- Violence intellectuelle

Elle se caractérise par le taux d'échec scolaire le plus élevé de France entraînant par voie de conséquence le taux d'insertion professionnelle le plus bas (8 élèves sur 25 qui entrent dans une classe de CP n'auront pas de travail à l'âge adulte).

- **Violence sociale**

Presque banalisée, elle se vit au quotidien par les constats suivants :

- \* l'inaccessibilité à l'eau courante ou à l'électricité pour 25% de nos enfants
- \* la jeunesse minée par l'alcool et la drogue sans que personne ne s'en émeuve
- \* la pollution des eaux et de leur faune par les métaux lourds
- \* le retard numérique,
- \* l'insuffisance d'infrastructure
  
- \* la difficulté d'accès aux besoins énergétiques élémentaires
  
- \* et l'absence de réseaux téléphonique

Toutes situations inacceptables pour une terre qui se veut le phare européen de la haute technologie et du spatial, aux énormes moyens.

- **Violence fondamentale**

Elle se traduit par le pillage systématique de notre sous-sol et de la mer, par la capture du foncier et par une gestion arbitraire, voir discriminatoire, des terres par des organismes publics ou dépendant de l'Etat, tel l'ONF, qui s'arrogent des pouvoirs exorbitants.

- **Violence administrative**

Engendrée par une réglementation tant nationale qu'euro-péenne complètement inadaptée à nos réalités, elle induit une faiblesse financière structurelle dans la majorité des collectivités locales qui devraient normalement et légalement être mises sous tutelle.

Ces réglementations sont contreproductives et entravent aussi bien l'action des élus que celle des acteurs économiques.

Cette violence concerne également les contraintes réglementaires imposées au monde agricole, aggravant ainsi la dépendance alimentaire de la Guyane en lui imposant des approvisionnements extérieurs (en moyenne 80% d'importation).

- **Violence culturelle**

Tous ces désordres empêchent une cohésion sociale apaisée dans une société qui n'a pas les moyens d'absorber les flux d'immigrants légaux et illégaux savamment entretenus.

- Et enfin **Violence physique**

Cette violence, aux graves conséquences psychologiques, se décline aujourd'hui au quotidien par le viol des personnes et des habitations, par le vol sous toutes ses formes, par les braquages et les meurtres en croissance exponentielle, contre lesquels les forces de l'ordre semblent impuissantes.

**Monsieur le Président, la Guyane va très mal.**

**Le pays se délite et l'imminence du chaos n'est plus une hypothèse d'école.**

Aussi, nous vous demandons d'agir très vite et efficacement avant qu'il ne soit trop tard.

Il y va de l'avenir d'une population française, profondément attachée à sa patrie, qui n'entend pas se laisser détruire.

Nous vous prions instamment et respectueusement de dépêcher les Ministres concernés, possédant l'autorité et la capacité à décider, afin qu'au terme d'un dialogue ouvert et constructif, des mesures urgentes, efficaces et engageant l'Etat puissent enfin être prises

Pour le collectif « Sauvons la Guyane » regroupant les représentants de la société civile, des syndicats patronaux et de salariés :

**Le Collectif pour la Guyane**